

No. 44077

**Mexico
and
France**

Agreement between the Government of the United Mexican States and the Government of the French Republic on the Clean Development Mechanism within the framework of article 12 of the Kyoto Protocol of 11 December 1997. Paris, 22 October 2004

Entry into force: *2 July 2005 by notification, in accordance with annex 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Mexico, 16 July 2007*

**Mexique
et
France**

Accord entre le Gouvernement des États-Unis du Mexique et le Gouvernement de la République française sur le mécanisme pour un développement propre dans le cadre de l'article 12 du Protocole de Kyoto élaboré le 11 décembre 1997. Paris, 22 octobre 2004

Entrée en vigueur : *2 juillet 2005 par notification, conformément à l'annexe 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Mexique, 16 juillet 2007*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE SUR LE
MÉCANISME POUR UN DÉVELOPPEMENT PROPRE DANS LE CA-
DRE DE L'ARTICLE 12 DU PROTOCOLE DE KYOTO ÉLABORÉ LE 11
DÉCEMBRE 1997

Le Gouvernement des États-Unis mexicains, ci-après dénommé "la Partie mexicaine", et le Gouvernement de la République française, ci-après dénommé "la Partie française";

Considérant que la République française et les États-Unis mexicains sont Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et que chacune de ces Parties, après avoir obtenu l'autorisation de leurs organes législatifs internes, a respectivement déposé son instrument de ratification du Protocole de Kyoto pour être Partie de celui-ci lors de son entrée en vigueur;

Prenant en compte l'Article 12 du Protocole de Kyoto, la décision 17/CP.7 ainsi que la décision 19/CP.9 adoptés par les 7^{ème} et 9^{ème} Conférences des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui définissent les modalités et les procédures pour la mise en œuvre de projets du mécanisme pour un développement propre;

Rappelant que le 23 janvier 2004 a été créée, selon un Accord émis par le président des États Unis mexicains, la Commission Interministérielle dénommée « Comité Mexicain pour des Projets de Réduction des Emissions et de Capture de Gaz à Effet de Serre », laquelle agit en tant qu'Autorité Nationale Désignée pour la mise en œuvre du mécanisme pour un développement propre au Mexique et dont la présidence est assumée de manière permanente par le responsable du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles;

S'engageant à prendre en compte toute décision relative à la mise en oeuvre de l'Article 12 du Protocole de Kyoto, sur les modalités et les procédures, qui pourrait être adoptée lors des futures sessions de la Conférence des Parties, de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties ou par le Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre;

Anticipant l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto;

Reconnaissant que la participation aux projets du mécanisme pour un développement propre est volontaire et implique une coopération mutuelle à conditions égales;

Considérant également que la promotion du mécanisme pour un développement propre selon l'Article 12 du Protocole de Kyoto aura pour résultat une contribution effective au développement durable et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre;

Désirant exprimer la volonté politique de développer un processus durable de coopération dans le domaine des changements climatiques par une mise en œuvre rapide, efficace et effective du mécanisme pour un développement propre,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1. Objectif

L'Objectif du présent Accord est de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre au Mexique avec la participation d'entités opérationnelles françaises. De même, il a pour finalité de transférer aux entités opérationnelles françaises le quota des réductions d'émissions certifiées prévues dans l'Article 12 du Protocole de Kyoto. En outre, les Parties aideront, notamment en matière d'information, les acteurs en relation avec la réalisation de ces projets au Mexique.

Les projets devront être conçus de sorte qu'ils contribuent au développement durable au Mexique et seront mis en œuvre dans un esprit de coopération entre les Parties.

Article 2. Domaine d'application

Les décisions relatives à l'approbation de projets et au transfert des unités de réduction certifiée des émissions s'effectueront conformément à la décision 17/CP.7 et aux futures décisions prises par la Conférence des Parties, par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties ou par le Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre.

Les Parties se tiendront mutuellement informées des dispositions adoptées afin de respecter les obligations prévues dans les accords de Marrakech (CP.7) et des futures décisions prises par la Conférence des Parties, par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties ou par le Conseil exécutif du mécanisme pour un développement propre, et afin d'engager des projets dans le cadre du mécanisme pour un développement propre y compris leurs décisions sur la désignation de l'Autorité nationale du mécanisme pour un développement propre.

Cet Accord s'appliquera entre la date de son entrée en vigueur et la fin de la première période d'engagement prévue par le Protocole de Kyoto (2012). Cependant, la durée limite de cette période n'empêche pas la comptabilisation des réductions d'émissions réalisées à compter de l'an 2000, conformément à l'Article 12.10 du Protocole de Kyoto, ni des réductions d'émissions et de capture du carbone réalisées après 2012, selon les décisions adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties relatives à de futures périodes d'engagement.

Article 3. Contribution de la Partie française

La Partie française, après avoir consulté la Partie mexicaine, contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets du mécanisme pour un développement propre sur la base des critères suivants :

- a) En encourageant la participation d'entités opérationnelles françaises dans la mise en œuvre de projets du mécanisme pour un développement propre au Mexique, y compris la divulgation au sein même des entreprises françaises de l'ensemble des projets mexicains de réduction des émissions;
- b) En établissant les lignes directrices et en aidant les participants aux projets, sur des thèmes tels que les méthodologies d'évaluation des réductions d'émissions, qui peuvent affecter la mise en œuvre de projets du mécanisme pour un développement propre;

c) En collaborant avec la Partie mexicaine dans la mise en place d'ateliers, d'échange d'information et de missions d'experts dans des domaines de première importance pour la réalisation de projets du mécanisme pour un développement propre;

d) En facilitant, si besoin est, l'acquisition de la part de potentiels acheteurs d'unités de réduction certifiée des émissions résultant des projets du mécanisme pour un développement propre;

e) En identifiant, dans la mesure de ses possibilités et de ses intérêts, de nouveaux domaines propices à la réalisation de projets de réduction des émissions.

Article 4. Contribution de la Partie mexicaine

La Partie mexicaine contribuera à la mise en œuvre de projets du mécanisme pour un développement propre selon les critères suivants :

a) En aidant les participants aux projets intéressés par l'identification et l'élaboration de projets de réduction des émissions;

b) En approuvant formellement les projets qui respectent les conditions du pays conformément aux dispositions de l'Article 12.5 et aux décisions ultérieures du Protocole de Kyoto;

c) En diffusant l'information et les expériences pertinentes relatives aux critères établis par le pays d'accueil, aux méthodologies de surveillance ainsi qu'à d'autres aspects conformément à la législation applicable;

d) En informant les entités opérationnelles et les autorités françaises de l'ensemble de leurs projets de réduction des émissions;

e) En identifiant, dans la mesure de ses possibilités et de ses intérêts, de nouveaux domaines propices à la réalisation de projets de réduction des émissions.

Article 5. Coordination entre les Parties

Deux mois après la signature de l'Accord, les Parties nommeront leurs représentants respectifs qui deviendront les points de contact direct. Ils auront l'obligation de faciliter la communication entre les institutions compétentes des Parties afin d'atteindre au mieux l'objectif du présent Accord.

Article 6. Coopération dans d'autres domaines des changements climatiques

Les Parties s'engagent à conserver ou à adopter toute autre forme de coopération en matière de lutte contre les changements climatiques y compris de nouvelles actions provenant des secteurs de l'énergie, de la promotion de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, du transport, de la gestion des déchets et de la vente des droits d'émission, entre autres.

De même, les Parties renforceront le dialogue portant sur les thèmes de discussion actuels dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Article 7. Autorités exécutrices

Les Parties établiront un contact, par voie diplomatique, avec les autorités exécutrices qui seront responsables de la mise en application du présent Accord.

Article 8. Propriété intellectuelle

Si des activités menées conformément au présent Accord résultaient des produits à valeur commerciale et/ou des droits de propriété intellectuelle, ceux-ci seront soumis à la législation nationale applicable en la matière ainsi qu'aux Conventions internationales en la matière inaliénables pour les deux Parties.

Article 9. Relation de Travail

Le personnel désigné par chacune des Parties pour la mise en application du présent Accord restera sous la direction du pays auquel il appartient, conservant sa relation avec sa Partie. De ce fait, aucune relation de travail ne pourra s'instaurer avec l'autre Partie laquelle ne pourra en aucun cas être considérée comme un patron de remplacement.

Les Parties s'assureront que le personnel participant aux actions de coopération dispose d'une assurance maladie, d'une assurance pour les dommages personnels et d'une assurance-vie afin qu'en cas de sinistre dans le cadre des activités de coopération du présent Accord engageant une réparation des dommages ou une indemnisation, celle-ci soit couverte par la compagnie d'assurances correspondante.

Article 10. Entrée et sortie du personnel

Chaque Partie effectuera toutes les démarches nécessaires pour l'entrée, le séjour et la sortie du personnel qui interviendra officiellement dans les projets de coopération émanant du présent Accord. Ce personnel devra se soumettre aux dispositions de la législation nationale en vigueur dans le pays d'accueil et ne pourra exercer aucune autre activité en dehors de ses fonctions ni percevoir aucune rémunération en dehors de celles établies. Le personnel quittera le pays d'accueil conformément aux lois et aux dispositions en vigueur dans ce pays.

Article 11. Résolution des différends

Tout différend ou divergence émanant de l'interprétation, de l'application ou de la gestion du présent Accord sera résolu d'un commun accord entre les Parties.

Article 12. Dispositions finales

Le présent Accord entrera en vigueur trente (30) jours après la date de réception de la dernière notification, par voie diplomatique, par laquelle les Parties s'informent de l'application de leurs conditions légales internes, et expirera au terme de la première période d'engagement du Protocole de Kyoto (2012), conformément aux dispositions de l'Article 2 du présent Accord.

Le présent Accord pourra être modifié par consentement écrit des Parties. Ces modifications entreront en vigueur conformément à la procédure établie dans le premier paragraphe du présent Article et pourra être renouvelé par le biais d'une communication écrite entre les Parties, si besoin est, selon les projets qui auront été convenus.

Une des Parties ou les Parties pourra solliciter l'achèvement anticipé de cet Accord, au moyen d'un préavis adressé par écrit à l'autre Partie dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours.

L'achèvement anticipé du présent Accord n'affectera ni l'exécution des projets en cours du mécanisme pour un développement propre convenus entre les Parties ni la validité des réductions certifiées des émissions provenant de ces projets.

Signé à Paris, le 22 octobre deux mille quatre, en deux exemplaires originaux en espagnol et en français, les deux textes étant authentiques et faisant également foi.

Pour le Gouvernement des États-Unis mexicains :

LUIS ERNESTO DERBEZ
Ministre des Relations extérieures

Pour le Gouvernement de la République française :

MICHEL BARNIER
Ministre des Affaires étrangères

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO ENTRE EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA SOBRE EL MECANISMO DE DESARROLLO LIMPIO, EN EL MARCO DEL ARTICULO 12 DEL PROTOCOLO DE KIOTO, HECHO EL 11 DE DICIEMBRE DE 1997

El Gobierno de los Estados Unidos Mexicanos, en adelante referido como “la Parte mexicana”, y el Gobierno de la República Francesa, en adelante referido como “la Parte francesa”;

CONSIDERANDO que la República Francesa y los Estados Unidos Mexicanos son Partes de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático y que cada una de estas Partes, previa autorización de sus órganos legislativos internos, ha depositado su respectivo instrumento de ratificación del Protocolo de Kioto para ser Parte de éste cuando entre en vigor;

TOMANDO EN CUENTA el Artículo 12 del Protocolo de Kioto y la Decisión 17/CP7 así como la Decisión 19/CP9, adoptados por las 7a y 9a Conferencias de las Partes de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático sobre modalidades y procedimientos para la implementación de proyectos de Mecanismo de Desarrollo Limpio;

RECORDANDO que el 23 de enero de 2004 se creó por Acuerdo emitido por el Presidente de los Estados Unidos Mexicanos la Comisión Intersecretarial denominada “Comité Mexicano para Proyectos de Reducción de Emisiones y Captura de Gases de Efecto de Invernadero”, la cual funge como Autoridad Nacional Designada para el Mecanismo de Desarrollo Limpio en México y cuya presidencia reside de manera permanente en el titular de la Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales;

COMPROMETIENDOSE a tener en cuenta toda decisión relativa a la puesta en marcha del Artículo 12 del Protocolo de Kioto, sobre las modalidades y procedimientos, que pueda ser adoptada por las futuras sesiones de la Conferencia de las Partes, la Conferencia de las Partes actuando como Reunión de las Partes o por la Junta Ejecutiva del Mecanismo de Desarrollo Limpio;

ANTICIPANDOSE a la entrada en vigor del Protocolo de Kioto;

RECONOCIENDO que la participación en los proyectos de Mecanismo de Desarrollo Limpio es voluntaria e implica cooperación mutua en igualdad de condiciones;

CONSIDERANDO TAMBIEN que la promoción del Mecanismo de Desarrollo Limpio bajo el Artículo 12 del Protocolo de Kioto dará como resultado una contribución efectiva al desarrollo sustentable y a la reducción de emisiones de gases de efecto invernadero;

DESEANDO expresar la voluntad política de desarrollar un proceso duradero de cooperación en el área de cambio climático, facilitando una pronta, eficiente y efectiva implementación del Mecanismo de Desarrollo Limpio,

Han llegado al siguiente acuerdo:

ARTICULO 1 OBJETIVO

El objetivo del presente Acuerdo es facilitar el desarrollo e implementación de proyectos de reducción y captura de emisiones de gases de efecto invernadero en México con la participación de operadores franceses. Asimismo, tiene la finalidad de transferir a los operadores franceses la fracción de Reducciones Certificadas de las Emisiones establecidas en el Artículo 12 del Protocolo de Kioto. Adicionalmente, las Partes brindarán apoyo, particularmente en materia de información, a los actores relacionados con el desarrollo de estos proyectos en México.

Los proyectos deberán ser diseñados para contribuir al desarrollo sustentable en México y serán implementados con un espíritu de cooperación entre las Partes.

**ARTICULO 2
AMBITO DE APLICACION**

Las decisiones relativas a la aprobación de proyectos y a la transferencia de las unidades correspondientes de Reducciones Certificadas de las Emisiones se harán de conformidad con la Decisión 17/CP7 y las futuras Decisiones tomadas por la Conferencia de las Partes, por la Conferencia de las Partes actuando como Reunión de las Partes o por la Junta Ejecutiva del Mecanismo de Desarrollo Limpio.

Las Partes se mantendrán mutuamente informadas sobre las disposiciones adoptadas para cumplir con las obligaciones previstas por los acuerdos de Marrakech (CP7) y las futuras Decisiones tomadas por la Conferencia de las Partes, por la Conferencia de las Partes actuando como Reunión de las Partes o por la Junta Ejecutiva del Mecanismo de Desarrollo Limpio, para comprometer proyectos de Mecanismo de Desarrollo Limpio incluyendo sus Decisiones sobre la designación de la Autoridad Nacional del Mecanismo de Desarrollo Limpio.

Este Acuerdo abarca el periodo comprendido entre la fecha de su entrada en vigor y el fin del primer periodo de compromiso previsto por el Protocolo de Kioto (2012). Sin embargo, la limitación de este periodo no imposibilita la contabilización de las reducciones de emisiones realizadas a partir del año 2000, de conformidad con el Artículo 12.10 del Protocolo de Kioto ni las reducciones de emisiones y captura de carbono posteriores al año 2012, dependiendo de las Decisiones adoptadas por la Conferencia de las Partes actuando como Reunión de las Partes relativas a futuros periodos de compromiso.

**ARTICULO 3
CONTRIBUCION DE LA PARTE FRANCESA**

La Parte francesa, en consulta con la Parte mexicana, contribuirá al pronto desarrollo e implementación de los proyectos del Mecanismo de Desarrollo Limpio, de la siguiente forma:

- a) Favoreciendo la participación de operadores franceses en la puesta en marcha de proyectos del Mecanismo de Desarrollo Limpio en México, incluyendo la divulgación al interior de las compañías francesas, del portafolio mexicano de proyectos de reducción y de captura de emisiones;

- b) Aportando lineamientos y apoyo a los participantes de proyectos, sobre temas tales como las metodologías de evaluación de las reducciones de emisiones, que pueden afectar la implementación de proyectos del Mecanismo de Desarrollo Limpio;
- c) Colaborando con la parte mexicana en el desarrollo de talleres, intercambio de información y misiones de expertos en áreas relevantes para la implementación de proyectos del Mecanismo de Desarrollo Limpio;
- d) Facilitando, cuando sea apropiado, la compra por parte de potenciales compradores, de las Reducciones certificadas de Emisiones resultantes de los proyectos del Mecanismo de Desarrollo Limpio;
- e) Identificando, en la medida de sus posibilidades e intereses, nuevas áreas de oportunidad para la realización de proyectos de reducción y captura de emisiones.

ARTICULO 4 CONTRIBUCION DE LA PARTE MEXICANA

La Parte mexicana contribuirá a la pronta puesta en marcha de proyectos del Mecanismo de Desarrollo Limpio, de la siguiente forma:

- a) Apoyando a los participantes de proyectos interesados en la identificación y formulación de proyectos de reducción y captura de emisiones;
- b) Aprobando formalmente los proyectos que cumplan con los requisitos nacionales en concordancia con el Artículo 12.5 y las posteriores Decisiones del Protocolo de Kioto;
- c) Difundiendo la información y experiencias pertinentes relativas a líneas base relacionadas con el país anfitrión, a las metodologías de monitoreo y otros asuntos relacionados de conformidad con la legislación aplicable;
- d) Informando a los operadores y autoridades francesas de su portafolio de proyectos de reducción y captura de emisiones;
- e) Identificando, en la medida de sus posibilidades e intereses, nuevas áreas de oportunidad para la realización de proyectos de reducción y captura de emisiones.

**ARTICULO 5
COORDINACION ENTRE LAS PARTES**

En un plazo de dos meses posterior a la firma del Acuerdo, las Partes designarán a los representantes de las autoridades nacionales que se constituirán como puntos de contacto directo, los cuales tendrán la obligación de facilitar la comunicación entre las instituciones pertinentes de las Partes para el mejor logro del objetivo del presente Acuerdo.

**ARTICULO 6
COOPERACION EN OTRAS AREAS DE CAMBIO CLIMATICO**

Las Partes se comprometen a mantener o adoptar cualquier otra forma de cooperación en materia de lucha contra el cambio climático, incluyendo nuevas acciones emergentes en los sectores de energía, promoción de la eficacia energética, energías renovables, transporte, administración de desechos y comercio de derechos de emisión, entre otras.

Asimismo las Partes reforzarán el diálogo en relación con los actuales temas de discusión relevantes en el marco de la Convención Marco de las Naciones Unidas sobre Cambio Climático.

**ARTICULO 7
AUTORIDADES EJECUTORAS**

Las Partes se comunicarán, a través de la vía diplomática las autoridades ejecutoras que tendrán a su cargo la implementación del mismo.

**ARTICULO 8
PROPIEDAD INTELECTUAL**

Si como resultado de las acciones desarrolladas de conformidad con el presente Acuerdo se generan productos de valor comercial y/o derechos de propiedad intelectual, éstos se registrarán por la legislación nacional aplicable en la materia, así como por las Convenciones Internacionales en la materia que sean vinculantes para ambas Partes.

**ARTICULO 9
RELACION LABORAL**

El personal designado por cada una de las Partes para la ejecución del presente Acuerdo, continuará laborando bajo la dirección y dependencia del país al que pertenece, manteniendo su relación laboral con ésta. Por lo que no se crearán relaciones de carácter laboral con la Otra, a la que en ningún caso se considerará como patrón sustituto.

Las Partes se asegurarán que el personal participante en las acciones de cooperación cuente con un seguro médico, de daños personales y de vida, a efecto de que, de resultar un siniestro resultante del desarrollo de actividades de cooperación del presente Acuerdo que amerite reparación del daño o indemnización, ésta será cubierta por la institución de seguros correspondiente.

**ARTICULO 10
ENTRADA Y SALIDA DE PERSONAL**

Cada Parte otorgará todas las facilidades necesarias para la entrada, permanencia y salida del personal que en forma oficial intervengan en los proyectos de cooperación que se deriven del presente Acuerdo. Este personal, se someterá en el lugar de ocupación a las disposiciones de la legislación nacional vigente en el país receptor y no podrá dedicarse a ninguna actividad ajena a sus funciones, ni podrá recibir remuneración alguna fuera de las establecidas. El personal dejará el país receptor, de conformidad con las leyes y disposiciones del mismo.

**ARTICULO 11
SOLUCION DE CONTROVERSIAS**

Cualquier diferencia o divergencia derivada de la interpretación, aplicación o administración del presente Acuerdo será resuelta de común acuerdo entre las Partes.

**ARTICULO 12
DISPOSICIONES FINALES**

El presente Acuerdo entrará en vigor treinta (30) días después de la fecha de recepción de la última notificación, a través de la vía diplomática, en la que las Partes se comuniquen el cumplimiento de sus requisitos legales internos para tal efecto, y expirará al final del primer periodo de compromiso del Protocolo de Kioto (2012), tal y cómo se establece en el Artículo 2 del presente Acuerdo.

El presente Acuerdo podrá ser modificado mediante el consentimiento escrito de las Partes. Dichas modificaciones entrarán en vigor de conformidad con el procedimiento establecido en el primer párrafo del presente Artículo y podrá ser renovado previa comunicación escrita entre las Partes, en caso de ser necesario, en función de los proyectos acordados.

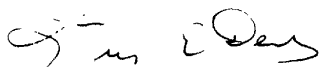
Cualquiera de las Partes podrá solicitar la terminación anticipada de este Acuerdo, mediante notificación escrita dirigida a la Otra con noventa días (90) de antelación.

La terminación anticipada del presente Acuerdo no afectará la conclusión de los proyectos del Mecanismo de Desarrollo Limpio acordados entre las Partes que se encuentren en curso ni la validez de las Reducciones Certificadas de las Emisiones generadas por estos proyectos.

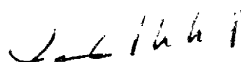
Firmado en la ciudad de París, el veintidós de octubre de dos mil cuatro, en dos ejemplares originales, en idioma español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

**POR EL GOBIERNO DE LOS ESTADOS
UNIDOS MEXICANOS**

**POR EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA
FRANCESA**



Luis Ernesto Derbez Bautista
Secretario de Relaciones Exteriores



Michel Barnier
Ministro de Asuntos Extranjeros

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED MEXICAN STATES AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON THE CLEAN DEVELOPMENT MECHANISM WITHIN THE FRAMEWORK OF ARTICLE 12 OF THE KYOTO PROTOCOL OF 11 DECEMBER 1997

The Government of the United Mexican States, hereinafter referred to as “the Mexican Party” and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as “the French Party”;

Considering that the French Republic and the United Mexican States are Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change and that each of these Parties, having been duly authorized thereto by their national legislative organs, has deposited its instrument of ratification of the Kyoto Protocol to be a Party to the latter when it enters into force;

Taking into account Article 12 of the Kyoto Protocol, decision 17/CP.7 and decision 19/CP.9 adopted by the seventh and ninth Conferences of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change, which define modalities and procedures for executing clean development mechanism projects;

Recalling that on 23 January 2004, the Inter-ministerial Commission called the “Mexican Committee for Greenhouse Gas Emissions Reduction and Sequestration Projects” was established by an Agreement issued by the President of the United Mexican States; that said Commission acts as the Designated National Authority for implementing the clean development mechanism in Mexico; and that it is chaired on a permanent basis by the Minister of the Environment and Natural Resources;

Pledging to take into account any decision regarding implementation of Article 12 of the Kyoto Protocol, on modalities and procedures, that might be adopted at future sessions of the Conference of the Parties, of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties, or by the executive board of the clean development mechanism;

Anticipating the entry into force of the Kyoto Protocol;

Recognizing that participation in clean development mechanism projects is voluntary and entails mutual cooperation on equal terms;

Considering also that promoting the clean development mechanism in accordance with Article 12 of the Kyoto Protocol will result in an effective contribution to sustainable development and to a reduction of greenhouse gas emissions;

Desiring to express their political will to develop a sustainable process of cooperation in the field of climate change by swift, efficacious, and effective implementation of the clean development mechanism,

Have agreed as follows:

Article 1. Objective

The objective of this Agreement is to facilitate the preparation and implementation of greenhouse gas emissions reduction projects in Mexico with the participation of French operational entities. Its purpose is also to transfer to the French operational entities the quota of certified emission reductions referred to in Article 12 of the Kyoto Protocol. In addition, the Parties shall assist the actors involved in implementing these projects in Mexico, particularly with respect to information.

The projects shall be designed to contribute to the sustainable development of Mexico and shall be executed in a spirit of cooperation between the Parties.

Article 2. Sphere of application

Decisions regarding project approval and the transfer of certified emission reductions shall be taken in accordance with decision 17/CP.7 and with any future decisions taken by the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties, or by the executive board of the clean development mechanism.

The Parties shall keep each other informed of the provisions adopted in order to fulfil the obligations contemplated in the Marrakesh Accords (CP.7) and of future decisions taken by the Conference of the Parties, the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties, or by the executive board of the clean development mechanism, and in order to embark on clean development mechanism projects, including their decisions on the designation of a National Authority for the clean development mechanism.

This Agreement shall apply from the date of its entry into force to the end of the first commitment period provided for in the Kyoto Protocol (2012). However, the fixed duration of that period shall not preclude counting emission reductions obtained from the year 2000, pursuant to Article 12.10 of the Kyoto Protocol, as well as emission reductions and carbon dioxide sequestration obtained after 2012, in accordance with the decisions adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties regarding future commitment periods.

Article 3. Contribution of the French Party

The French Party, after consulting the Mexican Party, shall contribute to the preparation and implementation of clean development mechanism projects, on the basis of the following criteria:

(a) By encouraging the participation of French operational entities in the implementation of clean development mechanism projects in Mexico, including the disclosure within the French enterprises of all Mexican emissions reduction projects;

(b) By setting guidelines and by assisting the participants in the projects with respect to subjects such as methodologies for evaluating emission reductions that may affect execution of clean development mechanism projects;

(c) By working with the Mexican Party on organizing workshops, information-sharing, and expert missions in areas of the highest importance for the implementation of clean development mechanism projects;

(d) By facilitating, if need be, the acquisition by potential buyers of the certified emission reductions resulting from the clean development mechanism projects; and

(e) By identifying, in accordance with its possibilities and interests, new areas suitable for emissions reduction projects.

Article 4. Contribution of the Mexican Party

The Mexican Party shall contribute to the implementation of clean development mechanism projects, on the basis of the following criteria:

(a) By helping interested participants in the projects by identifying and preparing emissions reduction projects;

(b) By formally approving projects that meet the country's conditions in accordance with the provisions of Article 12.5 and subsequent decisions of the Kyoto Protocol;

(c) By disseminating information and relevant experiences regarding the host country's criteria, oversight methodologies, and other matters, in accordance with applicable laws;

(d) By informing the operational entities and the French authorities regarding all their emissions reduction projects;

(e) By identifying, in accordance with its possibilities and interests, new areas suitable for emissions reduction projects.

Article 5. Coordination between the Parties

Two months after the signing of the Agreement, the Parties shall designate their respective representatives, who shall become the direct points of contact. They shall be required to facilitate communication among the competent institutions of the Parties in order to achieve, to the extent possible, the objective of this Agreement.

Article 6. Cooperation in other areas of climate change

The Parties shall commit to maintaining or adopting all other ways of cooperating in efforts to mitigate climate change, including new actions arising in the energy sector, promotion of energy efficiency, renewable energy, transport, waste management and the sale of emission rights, and other sectors.

The Parties shall also strengthen dialogue on topics currently being discussed in connection with the United Nations Framework Convention on Climate Change.

Article 7. Executing authorities

The Parties shall establish contact, through the diplomatic channel, with the executing authorities to be responsible for implementing this Agreement.

Article 8. Intellectual property

Should the activities carried out pursuant to this Agreement result in commercially valuable products and/or intellectual property rights, they shall be subject to applicable national laws and international conventions on the subject that are inalienable for the two Parties.

Article 9. Labour

The personnel designated by each of the Parties to implement this Agreement shall continue to be managed by the country they pertain to, while conserving their relation to their Party. For that reason, no working relationship may be established with the other Party, which may under no circumstances be considered an alternative employer.

The Parties shall ensure that the personnel engaged in cooperation activities have health insurance, personal injury insurance, and life insurance, such that in the event of a claim in connection with the cooperation activities involving reparation for damages or compensation, those payments shall be covered by the corresponding insurance companies.

Article 10. Entry and departure of personnel

Each Party shall take all necessary steps to facilitate the entry, stay, and departure of personnel officially engaged in the cooperation projects resulting from this Agreement. Such personnel shall be subject to the national laws of the host country and may not perform any activity other than their functions, nor receive any remuneration other than that established. They shall depart the host country in accordance with the laws and provisions in force in that country.

Article 11. Settlement of disputes

Any dispute or discrepancy resulting from the interpretation, implementation, or management of this Agreement shall be settled by common accord of the Parties.

Article 12. Final provisions

This Agreement shall enter into force thirty (30) days following the date of receipt of the last notification by the Parties, through the diplomatic channel, that their internal legal requirements have been met, and it will expire at the end of the first Kyoto Protocol commitment period (2012), in accordance with the provisions of Article 2 of this Agreement.

This Agreement may be amended with the consent in writing of the Parties. Such amendments shall enter into force pursuant to the procedure established in the first paragraph of this Article and may be extended by written communication between the Parties, if need be, according to the projects agreed upon.

One of the Parties or both Parties may request early termination of this Agreement, by giving ninety (90) days notice to the other Party in writing.

Early termination of this Agreement shall not affect either the execution of the clean development mechanism projects under way or the validity of the certified emission reductions arising out of those projects.

Done at Paris on 22 October 2004, in duplicate, in the Spanish and French languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the United Mexican States:

LUIS ERNESTO DERBEZ BAUTISTA
Minister of Foreign Relations

For the Government of the French Republic:

MICHEL BARNIER
Minister of Foreign Affairs